**Avis de tempête sur la collecte des déchets**

Après plusieurs coups de chaud sans préavis, le syndicat Force ouvrière vient d'emboîter le pas à sa base en déposant un préavis reconductible pour le 22 janvier prochain. Le service voirie est également concerné. Le bras-de-fer commence entre le président de MPM, Guy Teissier et le syndicat majoritaire.

Esther Griffe

Voilà une manière d'être sûr que ses voeux seront bien entendus. À la veille de présenter les siens au président de la communauté urbaine, le syndicat Force ouvrière a déposé deux préavis de grève : le premier concerne le service voirie qui compte en son sein la gestion des tunnels. En 2010, le dernier conflit en date affectant ces équipements avait créé un *oaï* retentissant. *"Il fait suite à un certain nombre de promesses de Guy Teissier en termes de moyens et d'effectifs qui n'ont pas été suivis d'effets"*, précise Patrick Rué. Le second est d'une portée plus symbolique puisqu'il concerne la collecte des ordures ménagères déjà secouée par des débrayages sauvages depuis plusieurs semaines.

En effet, depuis l'annonce et la mise en place d'[un nouveau contrat local de propreté](http://www.marsactu.fr/politique/proprete-les-agents-auront-droit-a-un-fini-parti-plus-strict-35608.html), le 18 juillet dernier, les mouvements d'humeur se multiplient aux quatre coins de la ville et singulièrement dans les secteurs où est expérimenté ce *new deal* des bordilles. Durant les vacances de Noël, puis à la rentrée de janvier, les habitants de plusieurs arrondissements où la collecte et la propreté sont gérées par le public ont eu la douloureuse surprise de voir des tas d'ordures s'amonceler sans qu'ils soient ramassés plusieurs jours de suite. Par voie de communiqué, le 6 janvier, la communauté urbaine avait alors fermement condamné ce mouvement d'humeur :

Mardi soir, une partie des agents a refusé d’effectuer sa mission de collecte des ordures ménagères. (...) Marseille Provence métropole condamne ce mouvement d’humeur d’une partie des agents, qui s’inscrit en dehors de tout cadre légal ou de tout préavis de grève et qui pénalise la population marseillaise.

*"J’en appelle à la responsabilité de tous les agents et de leurs représentants pour que le travail puisse reprendre normalement dès ce soir"*, déclarait Guy Teissier, dans le même texte. Tout le monde se tourne alors vers Force ouvrière que les élections professionnelles de décembre viennent de conforter dans sa position majoritaire. En déplacement à Paris, Patrick Rué n'était pas au centre de Rabatau, épicentre de la colère. *"Mais nous avons des délégués dans tous les secteurs. Nous étions au courant de ce «coup de chaud». Nous leur avions dit de ne pas partir"*, reprend le secrétaire général. Le conseil n'a pas refroidi ces ardeurs. Ni mis un terme à leur colère.

**Pas de trêve des confiseurs**

*"J'étais au centre de Rabatau, ce lundi. Il y avait près de 500 agents. Ce sont eux qui m'ont demandé de déposer un préavis de grève reconductible."* D'après le syndicaliste, le contrat local de propreté n'est pas le seul en cause. *"L'incompréhension des agents tient surtout au management. En acceptant le contrat local de propreté, ils ont accepté de travailler plus longtemps. Cela a amené des effets sur le terrain que les élus et la presse ont salué. Or, maintenant ils se prennent une pluie de sanctions qu'ils ne comprennent pas"*.

Juste avant la Saint-Sylvestre, MPM avait déjà dû communiquer pour expliquer les tas d'ordures qui persistaient depuis Noël. Pour les services de la communauté urbaine, ces dysfonctionnements provenaient "*d'absences maladie de courte durée anormalement élevées et de tensions sociales avec les agents de collecte et leurs représentants"*.

Pour le principal représentant, il s'agit avant tout de problèmes d'effectifs : *"Ils sont tellement tendus que certaines tournées n'ont pas pu être effectuées du fait de congés maladie longue durée. Certains sont venus faire des heures supplémentaires sur leur jour de récupération. Mais comme les congés payés doivent tous être soldés avant la fin de l'année, cela a amené une certaine désorganisation."* Une réunion était prévue le 9 janvier mais elle n'a semble-t-il pas suffi à aplanir ces difficultés techniques. En coulisses, les responsables syndicaux dénoncent tous le tour de vis mis au dialogue social depuis l'arrivée de Guy Teissier et la mise en place de son nouveau cabinet.

Car, pour avoir réussi à conforter sa place via les urnes, Force ouvrière paie sans doute son choix d'accompagner le durcissement du fini-parti que le nouveau contrat local de propreté entérine. Or, quoi qu'en disent les responsables syndicaux, la base n'apprécie pas le changement de barre. *"Nous étions d'accord pour rallonger le temps de collecte en améliorant ainsi la sécurité des agents et la qualité du service*, reprend Rué. *Mais il n'est pas question de diminuer les bennes comme la direction en a le projet."*

**Des collectes rallongées ?**

En effet, MPM n'a jamais caché son objectif de transférer une partie du personnel de la collecte vers la propreté urbaine. Le 8 décembre dernier, Guy Teissier l'avait encore martelé devant les CIQ et bailleurs sociaux au moment de les associer au contrat local de propreté. *"Le plus important, c'est le nettoiement*, insistait-il. *Il faut séparer la collecte du nettoiement. Il existe une hiérarchie qui part du cantonnier, en passant par le rippeur de jour, celui de nuit pour arriver à l'aristocratie des chauffeurs, assis au chaud."* Or, dans le plan progressif pensé par MPM, les gains de productivité obtenus sur la collecte doivent rejaillir à terme sur le cantonnement.

*"Si cela signifie diminuer le nombre de bennes et rallonger les tournées, nous ne l'accepterons pas"*, prévient Patrick Rué. De la même façon, il refuse l'idée d'un transfert de personnel de la collecte vers la propreté.

Conseillère communautaire en charge de ces questions, Monique Cordier se félicite pourtant des 1000 heures gagnées sur la collecte. *"Ça, c'est un calcul de mathématiciens*, se moque Rué. *Je ne sais pas où elle les a trouvées. Ça ne marche pas comme ça."* La cérémonie des voeux, ce jeudi dans l'hémicycle du Pharo permettra de voir si le dialogue a repris avant le premier conflit social de l'ère Teissier.

MARSACTU - Benoît Gilles, le 14 janvier 2015